

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?1100-La-Russie-et-l-Ukraine-un-regard-civilisationnel>



La Russie et l'Ukraine : un regard civilisationnel (2/2)

- Documents par thèmes - Analyses - Dynamiques Géopolitiques -



Date de mise en ligne : mercredi 25 mai 2022

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

(.../...)

[Première partie disponible ici](#)

La grande frontière historique qui a existé pendant des siècles entre peuples chrétiens d'Occident et peuples musulmans et orthodoxes fournit la réponse la plus convaincante. Elle remonte à la division de l'Empire romain au IV^e siècle et à la création du Saint Empire romain au Xe siècle. Elle est restée à peu près stable pendant au moins cinq cents ans. En partant du nord, elle passe par les frontières actuelles entre la Finlande et la Russie, entre les États baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et la Russie, pour traverser l'ouest de la Biélorussie, puis l'Ukraine, séparant ainsi les uniates à l'ouest et les orthodoxes à l'est, puis la Roumanie, faisant le partage entre la Transylvanie et sa population hongroise catholique d'un côté et le reste du pays de l'autre, et enfin l'ex-Yougoslavie, le long de la frontière qui sépare la Slovénie et la Croatie des autres républiques. Dans les Balkans, bien sûr, cette frontière coïncide avec la division historique entre les empires austro-hongrois et ottoman. C'est la frontière culturelle de l'Europe, et dans le monde d'après la guerre froide, c'est aussi la limite politique et économique de l'Europe et de l'Occident.

Le paradigme civilisationnel permet donc de répondre de façon nette et convaincante à la question de savoir où finit l'Europe. Elle se termine là où finit la chrétienté occidentale et où commencent l'islam et l'orthodoxie. C'est la réponse que les Européens de l'Ouest ont envie d'entendre, qu'ils soutiennent à peu près tous *sotto voce* et que des dirigeants politiques et des intellectuels très divers ont reprise à leur compte. Il est nécessaire, comme l'a soutenu Michael Howard, d'admettre la distinction, occultée à l'époque de l'Union soviétique, entre l'Europe centrale ou Mitteleuropa et l'Europe orientale proprement dite. L'Europe centrale comprend « les terres qui appartenaient jadis à la chrétienté occidentale, le territoire de l'empire des Habsbourg, l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie mais aussi la Pologne et les marches orientales de l'Allemagne. Le terme « Europe orientale » devrait être réservé aux régions qui se sont développées sous l'égide de l'Église orthodoxe : les communautés bulgares et roumaines de la mer Noire, qui sont apparues seulement sous la domination ottomane au XIX^e siècle, et les parties « européennes » de l'Union soviétique ». Le but premier de l'Europe occidentale doit être, dit-il, « de réabsorber les peuples d'Europe centrale dans une seule et même communauté culturelle et économique à laquelle ils appartiennent bel et bien : c'est-à-dire de retisser les liens entre Londres, Paris, Rome, Munich et Leipzig, Varsovie, Prague et Budapest ». Une « nouvelle frontière » émerge, faisait remarquer Pierre Béhar deux ans plus tard. « Elle oppose culturellement une Europe marquée par la chrétienté d'Occident (catholique romaine et protestante) d'un côté et une Europe marquée par le catholicisme d'Orient et les traditions islamiques de l'autre. » De même, selon un dirigeant finlandais influent, la division centrale en Europe qui remplace le Rideau de fer est l'« ancienne frontière culturelle entre l'Est et l'Ouest » qui place « les territoires de l'ex-Empire austro-hongrois tout comme la Pologne et les États baltes » dans l'Europe de l'Ouest et les autres pays d'Europe centrale et des Balkans à l'extérieur. C'était, convient un Anglais influent, « la grande division entre les Églises d'Orient et d'Occident : en gros, entre les peuples qui sont devenus chrétiens directement sous l'influence de Rome ou par des intermédiaires celtes ou germaniques et ceux de l'Est et du Sud-Est qui le sont devenus par le biais de Constantinople (Byzance) ».

Les peuples d'Europe centrale insistent sur la signification de cette ligne de partage. Les pays qui ont accompli des progrès importants pour se détacher de l'héritage communiste et pour évoluer vers la démocratie politique et l'économie de marché sont séparés de ceux qui ne l'ont pas fait par « la frontière qui distingue le catholicisme et le protestantisme d'une part et l'orthodoxie de l'autre ». Il y a plusieurs siècles, disait le président de Lituanie, les Litvaniens ont dû choisir entre « deux civilisations » et « ont opté pour le monde latin, se sont convertis au catholicisme romain et ont choisi une forme d'organisation politique fondée sur la loi ». De même, les Polonais disent qu'ils font partie de l'Occident depuis qu'au Xe siècle ils ont choisi le christianisme latin plutôt que byzantin. Les représentants des pays orthodoxes d'Europe orientale, par contraste, sont plus ambivalents. Les Bulgares et les Roumains voient l'avantage que représente le fait de faire partie de l'Occident et d'être incorporés à ses institutions, mais ils restent attachés à leur tradition orthodoxe et, pour ce qui est des Bulgares, à leur étroite association

historique avec la Russie et Byzance.

L'identification de l'Europe à la chrétienté occidentale fournit un critère clair pour l'admission de nouveaux membres dans les organisations occidentales. L'Union européenne est l'entité majeure de l'Occident en Europe et son élargissement s'est arrêté en 1994 avec l'admission de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède, pays culturellement occidentaux. Au cours du printemps 1994, l'Union a décidé de refuser d'admettre comme membres toutes les ex-républiques soviétiques sauf les États baltes. Elle a aussi signé des « accords d'association » avec les quatre États d'Europe centrale (la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie) et deux États d'Europe orientale (la Roumanie et la Bulgarie). Cependant, aucun d'eux n'a de chances de devenir membre à part entière avant des années et, à supposer que cela se produise, les États d'Europe centrale y parviendront avant la Roumanie et la Bulgarie. Dans le même temps, on peut penser que les États baltes et la Slovénie deviendront membres de l'Union, tandis que l'admission de la Turquie musulmane, de la trop petite île de Malte et de l'île orthodoxe de Chypre était encore en suspens en 1995. Pour l'élargissement de l'Union européenne, la préférence va clairement aux États qui sont culturellement occidentaux et qui sont économiquement développés. Si on appliquait ce critère, les pays du Visegrad (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie), les républiques baltes, la Slovénie, la Croatie et Malte pourraient devenir membres de l'Union, et celle-ci coïnciderait avec la civilisation occidentale telle qu'elle a historiquement existé en Europe.

La logique des civilisations a des conséquences similaires en ce qui concerne l'élargissement de l'OTAN. La guerre froide a commencé avec l'extension du contrôle politique et militaire de l'Union soviétique sur l'Europe centrale. Les États-Unis et les pays d'Europe occidentale ont formé l'OTAN pour s'y opposer et, si nécessaire, pour triompher d'une éventuelle agression soviétique. Dans le monde d'après la guerre froide, l'OTAN est l'organisation de sécurité de l'Europe occidentale. Avec la fin de la guerre froide, l'OTAN a un but central : s'assurer qu'elle est bien toujours finie en prévenant une éventuelle remontée du contrôle politique et militaire russe en Europe centrale. Dans ces conditions, peut devenir membre de l'OTAN tout pays occidental qui souhaite y entrer et satisfait aux conditions de base en matière d'aptitude militaire, de démocratie politique et de contrôle civil sur l'armée.

La politique américaine vis-à-vis des accords européens de sécurité d'après la guerre froide a tout d'abord été plus universaliste. Elle a été symbolisée par le partenariat pour la paix, ouvert aux Européens et aux pays d'Eurasie. Cette approche accordait un rôle important à l'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Une remarque du président Clinton lors de sa visite en Europe en 1994 l'illustre bien : « Les frontières de la liberté doivent désormais être définies par de nouveaux comportements, et plus par l'héritage de l'histoire. À tous ceux qui voudraient tracer une nouvelle frontière en Europe, je dis : nous ne devons pas empêcher que l'Europe connaisse un avenir meilleur – la démocratie partout, l'économie de marché partout, la coopération entre les pays pour la sécurité mutuelle partout. Nous ne devons pas nous satisfaire à moins. » Une année plus tard, toutefois, l'administration Clinton en est venue à reconnaître que les frontières définies par « l'héritage de l'histoire » ont un sens et qu'il faut faire avec les réalités des différences intercivilisationnelles. L'administration Clinton a joué un rôle actif pour définir les critères et le calendrier pour l'élargissement de l'OTAN, tout d'abord à la Pologne, à la Hongrie, à la République tchèque, puis à la Slovénie et ensuite sans doute aux républiques baltes.

La Russie s'est opposée avec vigueur à tout élargissement de l'OTAN, certains Russes, plutôt libéraux et pro-occidentaux, soutenant que cet élargissement attiserait les courants politiques nationalistes et anti-occidentaux en Russie. Cependant, l'élargissement de l'OTAN restreint à des pays appartenant historiquement à la chrétienté d'Occident garantit à la Russie que la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, la Moldavie, la Biélorussie, ainsi que l'Ukraine, aussi longtemps qu'elle reste unie, ne seront pas concernées. L'élargissement de l'OTAN restreint aux États occidentaux soulignerait aussi le rôle de la Russie comme État phare d'une civilisation orthodoxe distincte, donc comme responsable de l'ordre régnant à l'intérieur et le long des frontières de l'orthodoxie.

L'utilité qu'il y a à différencier les pays en termes de civilisation est manifeste en ce qui concerne les républiques baltes. Ce sont les seules ex-républiques soviétiques qui sont nettement occidentales par leur histoire, leur culture et

leur religion. Leur destinée a toujours constitué un souci majeur pour l'Occident. Les États-Unis n'ont jamais reconnu formellement leur intégration à l'Union soviétique, ont soutenu leur évolution vers l'indépendance lors de l'écroulement de l'Union soviétique et ont insisté pour que les Russes acceptent un calendrier négocié pour le retrait de leurs troupes de ces républiques. Le message adressé aux Russes était le suivant : ils devaient reconnaître que les pays baltes sont hors de la sphère d'influence qu'ils pourraient souhaiter établir avec les autres ex-républiques soviétiques. Cette action de l'administration Clinton a, selon le Premier ministre suédois, été « l'une des plus importantes contributions à la sécurité et à la stabilité en Europe » et a aidé les démocrates russes en posant clairement que tout dessein revanchard chez les nationalistes russes extrémistes était vain au regard de l'engagement occidental clair pour les républiques baltes.

On s'est beaucoup penché sur l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN. La reconfiguration culturelle de ces organisations pose aussi la question de leur éventuelle contraction. Un pays non occidental, la Grèce, est membre de ces deux organisations, et un autre, la Turquie, est membre de l'OTAN seulement et postule à entrer dans l'Union. Ces relations sont le produit de la guerre froide. Ont-elles encore une place dans le monde civilisationnel d'après la guerre froide ?

La participation pleine et entière de la Turquie à l'Union européenne est problématique et sa participation à l'OTAN a été critiquée par le parti social. La Turquie a cependant des chances de rester dans l'OTAN à moins que le parti social ne remporte une victoire électorale éclatante, qu'elle ne rejette délibérément l'héritage d'Atatürk et qu'elle ne se redéfinisse comme le chef de file de l'islam. C'est envisageable et cela peut être souhaitable pour la Turquie, mais c'est peu probable dans un proche avenir. Quel que soit son rôle dans l'OTAN, la Turquie suit désormais ses intérêts propres à l'égard des Balkans, du monde arabe et de l'Asie centrale.

La Grèce ne fait pas partie de la civilisation occidentale, mais c'est le berceau de la civilisation classique, une des sources importantes de la civilisation occidentale. Par opposition aux Turcs, les Grecs se sont considérés comme des représentants du christianisme. À la différence des Serbes, des Roumains ou des Bulgares, leur histoire a été intimement mêlée à celle de l'Occident. Cependant, la Grèce est aussi une anomalie, l'étranger orthodoxe dans les organisations occidentales. Elle n'a jamais été un membre facile de l'Union européenne ou de l'OTAN et a éprouvé des difficultés à s'adapter aux principes et aux mœurs de l'une et de l'autre. Du milieu des années soixante au milieu des années soixante-dix, elle a été gouvernée par une junte militaire et n'a pu rejoindre la Communauté européenne que lorsqu'elle est devenue démocratique. Ses dirigeants ont souvent donné l'impression de dévier des normes occidentales et de s'opposer aux gouvernements occidentaux. La Grèce était plus pauvre que les autres membres de la Communauté et de l'OTAN et a souvent suivi des politiques économiques qui semblaient ne pas respecter les exigences prévalant à Bruxelles. Son attitude lorsqu'elle a occupé la présidence du Conseil en 1994 a exaspéré les autres membres, et les fonctionnaires d'Europe occidentale considèrent que son entrée a été une erreur.

Dans le monde d'après la guerre froide, les politiques grecques ont de plus en plus dévié de celles de l'Occident. Les gouvernements occidentaux étaient opposés à son bouclage de la Macédoine, et cela lui a valu une injonction de la Commission européenne à la Cour européenne de justice. En ce qui concerne les conflits dans l'ex-Yougoslavie, la Grèce a pris ses distances vis-à-vis des politiques menées par les principales puissances occidentales, a soutenu activement les Serbes et a violé les sanctions prises par les Nations unies contre eux. Avec la fin de l'Union soviétique et de la menace communiste, la Grèce a des intérêts mutuels avec la Russie qui s'opposent à leur ennemi commun, la Turquie. Cela a permis à la Russie d'établir une présence importante dans la partie grecque de Chypre et, en conséquence de « leur religion orthodoxe d'Orient commune », les Chypriotes grecs ont accueilli des Russes et des Serbes dans l'île⁵. En 1995, deux mille entreprises possédées par des Russes étaient en activité à Chypre ; des journaux russes et serbo-croates y étaient publiés ; le gouvernement chypriote grec recevait des armes de Russie. La Grèce a aussi examiné avec la Russie la possibilité de faire passer du pétrole du Caucase et d'Asie centrale à la Méditerranée à travers un oléoduc bulgare-grec contournant la Turquie et d'autres pays musulmans. De manière générale, la politique étrangère grecque a pris une orientation très orthodoxe. La Grèce restera sans aucun doute membre de l'OTAN et de l'Union européenne. Tandis que le processus de reconfiguration culturelle

s'intensifie, cependant, ces liens deviendront plus ténus, perdront de leur sens et deviendront plus délicats pour les parties concernées. L'ennemi de l'Union soviétique à l'époque de la guerre froide devient l'allié de la Russie après la guerre froide.

La Russie et ses « étrangers proches »

Ce qui a succédé aux empires tsariste et communiste, c'est un bloc civilisationnel parallèle à beaucoup d'égards à celui de l'Occident en Europe. Au cœur, la Russie, équivalente à l'Allemagne et à la France, est intimement liée à un cercle intérieur incluant les deux républiques orthodoxes slaves prédominantes de Biélorussie et de Moldavie, le Kazakhstan, dont la population est russe à 40 %, et l'Arménie, historiquement alliée très proche de la Russie. Au milieu des années quatre-vingt-dix, tous ces pays avaient des gouvernements prorusses parvenus en général au pouvoir à la faveur d'élections. Les relations entre la Russie et la Géorgie (surtout orthodoxe) et l'Ukraine (en grande partie orthodoxe) sont plus lâches. Ces deux pays ont un fort sentiment national et une claire conscience de leur indépendance passée. Dans les Balkans orthodoxes, la Russie a des relations étroites avec la Bulgarie, la Grèce, la Serbie et Chypre, et plus lâches avec la Roumanie. Les républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique restent très dépendantes de la Russie à la fois économiquement et dans le domaine de la sécurité. Les républiques baltes, par contraste, sous l'effet de la force d'attraction de l'Europe, sont sorties de la sphère d'influence russe. La Russie crée un bloc formé d'un territoire orthodoxe qu'elle dirige et entouré d'États musulmans relativement faibles qu'elle dominera à des degrés divers et dont elle tentera de détourner l'influence des autres puissances. Elle escompte que le monde accepte et approuve ce système. Les gouvernements étrangers et les organisations internationales, disait Eltsine en février 1993, doivent « reconnaître à la Russie des pouvoirs spéciaux en tant que garant de la paix et de la stabilité dans les anciennes régions de l'URSS ». L'Union soviétique était une superpuissance qui avait des intérêts globaux ; la Russie est une grande puissance qui a des intérêts régionaux et civilisationnels.

Les pays orthodoxes de l'ex-Union soviétique ont un rôle central pour le développement d'un bloc russe cohérent en Eurasie et dans les affaires internationales. Lorsque l'Union soviétique a explosé, ces cinq pays ont tout d'abord pris une direction très nationaliste et ont voulu marquer leur indépendance et leurs distances vis-à-vis de Moscou. Par la suite, les réalités économiques, géopolitiques et culturelles ont conduit les électeurs de quatre d'entre eux à porter au pouvoir des gouvernements prorusses et à soutenir des politiques prorusses. Les ressortissants de ces pays en appellent à la protection et au soutien de la Russie. Dans le cinquième, la Géorgie, l'intervention militaire russe a imposé une évolution similaire dans les positions du gouvernement.

Historiquement, les intérêts de l'Arménie se sont identifiés à ceux de la Russie, et celle-ci s'est enorgueillie d'être le défenseur de l'Arménie contre ses voisins musulmans. Ces relations ont repris de la vigueur dans les années post-soviétiques. Les Arméniens dépendaient du soutien économique et militaire russe et ont appuyé la Russie sur des questions concernant les relations entre les ex-républiques soviétiques. Ces deux pays ont des intérêts stratégiques convergents. À la différence de l'Arménie, la Biélorussie a peu de conscience nationale. Elle est également bien plus dépendante du soutien russe. Nombre de ses résidents semblent s'identifier bien plus à la Russie qu'à leur propre pays. Aux élections de janvier 1994, un conservateur pro-russe a remplacé un centriste et nationaliste modéré à la tête de l'État. En juillet 1994, 80 % des votants ont élu comme président un extrémiste prorusse allié de Vladimir Zhirinovskiy. La Biélorussie a très tôt rejoint la Communauté des États indépendants (CEI), a été un membre fondateur de l'union économique créée en 1993 avec la Russie et l'Ukraine, a consenti à une union monétaire avec la Russie, a abandonné ses armements nucléaires à la Russie et a accepté que des troupes russes stationnent sur son sol jusqu'à la fin du siècle. En 1995, la Biélorussie était de fait une partie de la Russie sauf par son nom.

Après que la Moldavie est devenue indépendante lorsque l'Union soviétique s'est écroulée, on a pu penser qu'elle serait réintégrée à la Roumanie. La crainte que cela se produise a en retour stimulé un mouvement sécessionniste dans l'est du pays, zone russifiée, et il a été soutenu tacitement par Moscou et activement par la 14e armée russe. Cela a conduit à la création de la république du Trans-Dniestr. Le sentiment que la Moldavie et la Roumanie feraient

un tout a cependant décliné en réponse aux problèmes économiques rencontrés par les deux pays et sous la pression économique russe. La Moldavie a rejoint la CEI, et les échanges avec la Russie se sont développés. En février 1994, les partis prorusses ont gagné les élections parlementaires.

Dans ces trois États, en réponse à des intérêts stratégiques et économiques combinés, l'opinion publique a poussé au pouvoir des gouvernements favorables à un alignement étroit sur la Russie. Le schéma a été pratiquement le même en Ukraine. En Géorgie, cependant, le cours des événements a été différent. La Géorgie a été indépendante jusqu'en 1801 lorsque le roi Georges XIII a demandé la protection russe contre les Turcs. Pendant trois années après la Révolution russe, de 1918 à 1921, elle a été de nouveau indépendante, mais les bolcheviques l'ont de force réincorporée dans l'Union soviétique. Une coalition nationaliste a gagné les élections, mais son chef s'est engagé dans une répression autodestructrice et a été violemment destitué. Edouard A. Chevardnadze, qui avait été ministre des Affaires étrangères d'Union soviétique, est revenu diriger le pays et a été confirmé au pouvoir aux élections présidentielles de 1992 et de 1995. Il a cependant été confronté à une opposition séparatiste en Abkhazie, laquelle a reçu un soutien russe important, et à une insurrection menée par Gamsakhourdia. À l'instar du roi Georges, il a admis que la Géorgie n'avait pas le choix et a fait appel à l'aide de Moscou. Les troupes russes sont intervenues pour le soutenir à condition que le pays entre dans la CEI. En 1994, les Géorgiens ont accepté que les Russes aient trois bases militaires en Géorgie pour une durée indéfinie. L'intervention militaire russe, tout d'abord pour affaiblir le gouvernement géorgien puis pour le soutenir, a ainsi fait basculer la Géorgie, qui a des velléités d'indépendance, dans le camp russe.

Si on excepte la Russie, l'ex-république soviétique la plus peuplée et la plus importante est l'Ukraine. À des périodes diverses dans l'histoire, elle a été indépendante. Cependant, durant la majeure partie de l'ère moderne, elle a fait partie d'une entité politique gouvernée par Moscou. L'événement décisif s'est produit en 1654 lorsque Bogdan Khmelnitcki, chef cosaque d'un soulèvement contre la domination polonaise, a fait allégeance au tsar en échange d'aide contre les Polonais. De cette date à 1991, sauf pendant le bref intermède où une république indépendante a été établie entre 1917 et 1920, ce qui est aujourd'hui l'Ukraine a été contrôlé par Moscou. Cependant, c'est un pays déchiré par deux cultures distinctes. La frontière civilisationnelle entre l'Occident et l'orthodoxie passe en plein cœur de l'Ukraine et ce depuis des siècles. Pendant certaines périodes, dans le passé, l'ouest de l'Ukraine a fait partie de la Pologne, de la Lituanie et de l'Empire austro-hongrois. Une grande part de sa population a adhéré à l'Église uniate, qui pratique le rituel orthodoxe mais reconnaît l'autorité du pape. Historiquement, les Ukrainiens de l'Ouest parlaient l'ukrainien et étaient très nationalistes. Les habitants de l'est du pays, au contraire, étaient surtout orthodoxes et parlaient en majorité le russe. Au début des années quatre-vingt-dix, 31 % de la population totale étaient russophones. Une majorité d'élèves de l'école élémentaire et du secondaire suivent des cours en russe. La Crimée est majoritairement russe et a appartenu à la Fédération russe jusqu'en 1954, date à laquelle Khrouchtchev l'a transférée à l'Ukraine en reconnaissance officielle de la décision prise par Khmelnitcki trois cents ans plus tôt. Les différences entre l'est et l'ouest de l'Ukraine sont manifestes dans l'attitude de leur population. Fin 1992, par exemple, un tiers des Russes à l'ouest de l'Ukraine, seulement 10 % à Kiev, disaient qu'ils souffraient d'une certaine animosité antirusse. La coupure est/ouest a été évidente aux élections présidentielles de juillet 1994. Le sortant, Leonid Kravtchouk, qui se présentait comme un nationaliste même s'il avait travaillé de façon très proche avec les dirigeants russes, a gagné dans les treize provinces de l'ouest, avec une majorité qui a parfois atteint 90 %. Son adversaire, Leonid Koutchma, qui avait pris des leçons d'ukrainien pendant la campagne, a conquis les treize provinces de l'Est avec des majorités comparables. Koutchma a finalement gagné par 52 % des voix. Ainsi une faible majorité a confirmé en 1994 la décision prise par Khmelnitcki en 1654. Cette élection, comme le faisait observer un expert américain, « a reflété, et même cristallisé, la coupure entre les Slaves européens à l'ouest et la vision russo-slave de ce que devrait être l'Ukraine. Cela tient moins à une polarisation ethnique qu'à des différences culturelles ».

En conséquence de cette division, les relations entre l'Ukraine et la Russie pourraient se développer dans l'une des trois directions suivantes. Au début des années quatre-vingt dix, des problèmes importants se posaient entre les deux pays à propos des armements nucléaires, de la Crimée, des droits des Russes en Ukraine, de la flotte de la mer Noire et des relations économiques. Beaucoup pensaient qu'un conflit armé était possible, ce qui a conduit

certaines analystes occidentaux à défendre l'idée que l'Occident devait aider l'Ukraine à avoir des armes nucléaires pour éviter une agression russe 9. Cependant, si le point de vue civilisationnel prévaut, un conflit entre Ukrainiens et Russes est peu probable. Ce sont deux peuples slaves, avant tout orthodoxes, qui ont eu des relations intimes pendant des siècles et au sein desquels les mariages mixtes sont chose commune. Malgré la gravité des problèmes et la pression des extrémistes nationalistes des deux camps, les dirigeants de ces deux pays œuvrent avec succès à modérer leurs différends. L'élection d'un président clairement prorusse en Ukraine au milieu de 1994 a encore réduit la probabilité d'une exacerbation du conflit entre les deux pays. Musulmans et chrétiens se battent partout dans l'ex-Union soviétique. Les tensions sont vives entre Russes et peuples baltes, et il y a même des combats. Mais, aucun affrontement violent n'a pour l'instant eu lieu entre Russes et Ukrainiens.

Deuxième possibilité, un peu plus probable : l'Ukraine pourrait se diviser le long de la ligne de partage qui sépare les deux entités la composant, l'Est se fondant avec la Russie. Le problème de la sécession s'est posé pour la première fois à propos de la Crimée. Le public de Crimée, qui est russe à 70 %, a soutenu l'indépendance de l'Ukraine au référendum de décembre 1991. En mai 1992, le parlement de Crimée a aussi voté une déclaration d'indépendance vis-à-vis de l'Ukraine et, sous la pression ukrainienne, est revenu sur ce vote. Le parlement russe, cependant, a voté l'annulation de la cession de la Crimée à l'Ukraine en 1994. En janvier 1994, les Criméens ont élu un Président qui avait fait campagne en faveur de « l'unité avec la Russie ». Cela a conduit certains à se demander si la Crimée serait le nouveau Nagorny-Karabakh ou bien la nouvelle Abkhazie ». La réponse a été « non ». Et le nouveau Président a dû revenir sur sa volonté d'organiser un référendum sur l'indépendance et négocier avec le gouvernement de Kiev. En mai 1994, la situation s'est aggravée de nouveau lorsque le parlement de Crimée a voté la restauration de la constitution de 1992, qui la rendait virtuellement indépendante vis-à-vis de l'Ukraine. Une fois encore, la modération des dirigeants russes et ukrainiens a évité que ce problème ne dégénère, et l'élection deux mois plus tard du prorusse Koutchma en Ukraine a refroidi les ardeurs sécessionnistes en Crimée.

Cette élection pourrait cependant conduire l'ouest du pays à faire sécession vis-à-vis d'une Ukraine de plus en plus proche de la Russie. Certains Russes y seraient favorables. Comme le disait un général russe, « dans cinq, dix ou quinze ans, l'Ukraine, ou plutôt l'est de l'Ukraine, reviendra vers nous. L'Ouest n'a qu'à aller se faire voir ! », Une Ukraine uniate et pro-occidentale ne serait pourtant viable qu'avec un fort soutien de l'Occident. Cela ne serait possible que si les relations de l'Occident avec la Russie se détérioraient gravement pour ressembler à ce qu'elles étaient à l'époque de la guerre froide.

Troisième scénario, plus probable encore : l'Ukraine restera unie, restera déchirée, restera indépendante et coopérera intimement avec la Russie. Une fois résolus les problèmes de transition en matière nucléaire et militaire, le problème, à long terme, le plus sérieux sera économique, et sa résolution sera facilitée par la communauté culturelle et les liens personnels qui unissent les deux pays. Les relations russo-ukrainiennes sont en Europe de l'Est, comme le soulignait John Morrison, ce que les relations franco-allemandes sont à l'Europe de l'Ouest. Ces dernières forment le noyau de l'Union européenne, alors que les premières fournissent la base de l'unité dans le monde orthodoxe.